

AÏN DEFLA

# Des sommes colossales à la disposition des communes mais non consommées

**Le chef de l'exécutif de la Wilaya, lors d'une réunion tenue jeudi dernier et à laquelle ont participé les maires de toutes les communes, les chefs de daïra et les directeurs de secteurs, vient de mettre au jour la gestion chaotique des moyens financiers et humains mis à la disposition des collectivités locales et qui stagnent car non mobilisés et non rentabilisés, des opérations inscrites mais pas lancées alors que le cadre de vie des populations n'a pas cessé de se dégrader, pour devenir invivable.**

Des dizaines de milliards qui dorment, des pléthores de personnels inscrits dans différents dispositifs qui sont mal encadrés, peu ou pas contrôlés, qui ne fournissent aucun travail ou très peu et qui continuent à encaisser des salaires avec le laxisme, parfois même la compromission des responsables qui n'assument pas leur responsabilité quant à la gestion des deniers publics.

Bien que disposant de cette manne financière et de moyens humains, l'environnement ne cesse de se dégrader, les villes deviennent de plus en plus sales, le commerce informel ne cesse de gangréner les espaces publics et qui fait fi des règles d'hygiène les plus élémentaires profitant de la démission des responsables à tous les niveaux, les constructions illicites qui ne cessent de proliférer, telle est, entre autres, la situation décrite par le premier res-

pensable de la wilaya, tel est le constat amer qu'il a fait lors de cette réunion, une situation dont les habitants souffrent pourtant. Pour étayer ses propos, le Wali révèle l'état des finances de quelques communes qui ont accumulé des recettes qui, pour la plupart, n'ont pas été consommées ou très peu. L'exemple cité parmi d'autres, qui frise le scandale, est celui de Khemis Miliana car c'est la commune et chef-lieu de daïra, la plus peuplée. Elle compte une population de plus de 100 000 habitants résidents auxquels il faut ajouter ceux qui viennent des communes et des localités environnantes pour y exercer diverses activités et la présence pendant toute l'année de quelque 20 000 étudiants à l'université. C'est aussi la commune la mieux située, au carrefour de 2 grands axes routiers, disposant en plus du rail et de l'autoroute toute proche. Cependant, Khemis

Miliana a été jugée comme «la ville la plus sale du monde» par un haut responsable.

Et pourtant, selon les chiffres révélés pas le Wali, c'est une commune qui dispose de 24, 3 milliards de centimes provenant du Fonds de compensation des collectivités locales, le FCCL et qui n'en a consommé qu'1 seul milliard, en plus des 42,3 milliards de budget communal dont une grande partie n'a pas été consommée. Sur le plan des ressources humaines, Khemis Miliana dispose de 85 agents, 196 dans le dispositif du CFI, 112 dans celui de Blanche Algérie, et 540 émargeant au DAIS, tous affectés à l'entretien du cadre de vie et de l'environnement, pour lesquels la commune affecte une enveloppe de 12, 5 milliards de centimes par an dont l'incidence sur l'hygiène et la propreté de la ville est quasi nulle, avec un environnement qui connaît une dégradation galopante. A ce sujet, le chef de l'exécutif prévient «les signatures à blanc pour des personnes qui ne travaillent pas et qui encaissent, c'est fini», dira-t-il et de brandir même la menace de la substitution. Le wali révèle aussi que le patrimoine de la commune est non seulement pas valorisé, loué à des prix dérisoires, mais aussi le taux de recouvrement des 26 taxes et impôts

ne dépasse pas les 42%. Il note aussi que la taxe sur l'environnement manque d'équité et de discernement lorsqu'un restaurant ou un commerce paye moins qu'un simple bureau administratif. «C'est inadmissible», dira-t-il en ajoutant «ce sera au cas par cas». Il est reproché aux responsables locaux de faire appel directement à la force publique pour les contrevenants aux lois de l'urbanisme (constructions illicites) au lieu de recourir à la justice, qui elle est habilitée à mobiliser cette force.

Khemis Miliana n'a été citée seulement qu'à titre d'exemple le plus frappant car bien d'autres communes connaissent ce phénomène de crédits mobilisés mais non consommés. En effet, la commune de Djendel dispose de 42 millions de dinars dont seulement 9 ont été consommés. L'exemple de Aïn Soltane restera dans les annales car sur les 45 millions de dinars affectés aucun sou n'a été dépensé. Boumedfaâ n'a consommé que 44 millions sur les 68 (du FCCL) dont la commune dispose.

Cependant il est à noter que la commune d'El Mayen l'une des plus déshéritées des 36 communes qui a consommé presque la totalité des 17 millions qui lui ont été attribués tout comme El Hoceinia qui a consommé 33 millions sur les 36. Un autre

exemple à noter aussi est celui de Aïn Defla chef-lieu de la wilaya. En effet, sur les 81 millions de dinars provenant du FCCL seulement 47 ont été consommés soit presque 50% qui dorment dans les dossiers en souffrance. A noter aussi qu'il reste à la commune de Aïn Defla 44 millions de dinars à dépenser sur le budget communal qui s'élève à 521 millions de dinars. Pour remédier à ces situations dans les secteurs prioritaires. Peut-être comme dit le dicton, «à quelque chose, malheur est bon». Peut-être que cette crise financière va-t-elle sensibiliser les uns et les autres à mobiliser tout le potentiel financier matériel et humain disponible pour relever les défis à venir. Peut-être aussi verrons-nous un jour, à l'avenir, des hommes aux postes-clés plus dévoués à la chose publique pour le bien-être de tous. Peut-être verrons-nous aussi l'avènement d'associations citoyennes qui s'impliqueront effectivement dans le développement des localités ? On a le droit de rêver, pourquoi pas ? Dans l'Algérie de tous les possibles.

Karim O.

SOUR-EL-GHOZLANE (BOUIRA)

# Des citoyens protestent

**Jeudi dernier, des dizaines de jeunes du quartier «Aissani-Ramdane» de la ville de Sour-El Ghazlane, à 40 kilomètres au sud de Bouira, ont procédé à la fermeture de la route menant vers leur quartier, pour dénoncer le retard mis par les responsables locaux dans le ramassage des ordures ménagères. Résultat de ce laxisme : l'amoncellement de tonnes d'ordures ménagères, la prolifération des moustiques et surtout des odeurs nauséabondes, insupportables pour les habitants.**

Cette action, menée par les habitants du quartier, a déjà été entreprise par d'autres citoyens des autres quartiers mais malgré cela, les services de la voirie se montrent, à chaque fois, incapables de mener à bien l'opération du ramassage des ordures ménagères. Cette action est enregistrée au moment

où le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a envoyé des directives aux walis dans lesquelles il les enjoint de mettre tout en œuvre pour rendre propre l'environnement et se préparer sereinement et en toute propreté à la rentrée sociale et scolaire qui aura lieu aujourd'hui dimanche. A

Bouira, et nous n'avons jamais cessé de le rappeler, la propreté semble être le dernier souci des responsables. Le chef-lieu de wilaya ressemble à une véritable décharge à ciel ouvert avec, outre ces dizaines de décharges sauvages et autres bacs à ordures renversés à même le sol et laissés tels quels par les éboueurs car, jugeant que ce n'est pas leur boulot de ramasser les ordures éparpillées par les chiens errants qui pullulent, soit dit en passant dans la ville, les chantiers et autres travaux de réfection à travers tous les quartiers, rendant les trottoirs presque tous envahis par des remblais et autres matériaux de construction ; quand ce

n'est pas carrément les travaux d'assainissement ou de branchement de ces nouvelles constructions à l'AEP qui sont menés et qui créent des monticules de terre sur ces trottoirs, avec tout ce que cela suppose comme difficultés pour les piétons de se déplacer. Au niveau des quartiers qui sont épargnés par ces travaux, c'est plutôt le laxisme dans l'opération de ramassage des ordures ménagères qui est la cause de l'amoncellement des saletés, alors qu'au niveau de certains boulevards et autres rues, les immondices y sont déposées le long des fosses en attendant d'être charriés, lors des orages qui ont cours actuellement, par les eaux pluviales vers les

regards qui vont se retrouver vite obscurcis par tous ces objets. A côté de ces fosses, d'autres ordures s'entassent autour des travaux ornementaux qui y ont été plantés pour agrémenter nos trottoirs mais qui sont devenus, à cause d'un manque flagrant de civisme conjugué au manque d'effectifs dans le cadre du ramassage des ordures ménagères, des lieux idéaux pour servir de poubelles à ciel ouvert. Aujourd'hui, le constat est là, le chef-lieu de wilaya est sale et aucun endroit n'a échappé à ce tableau noir. Et là, la responsabilité du wali dont l'image du chef-lieu, véritable miroir de la wilaya, est entièrement engagée.

Y. Y.

WILAYA AUX POTENTIALITÉS IMPORTANTES

# Annaba aspire à un meilleur développement

**Depuis sa nomination, intervenue au début du mois d'août écoulé, le nouveau chef de l'exécutif de la wilaya de Annaba a tenu, au siège de celle-ci, une série de réunions avec les cadres, directeurs de l'exécutif de la wilaya et élus pour faire le point de la situation socioéconomique de sa nouvelle circonscription administrative.**

Lors de ces réunions, M. Youcef Cherfa aurait laissé entendre sa détermination à mettre tout en œuvre pour imprimer une dynamique de développement tous azimuts pour cette importante wilaya du pays. Préalablement, le wali s'est mieux imprégné sur le terrain de la réalité des différents secteurs ainsi que des préoccupations et attentes des populations des douze communes que compte la wilaya, en matière de développement local. Pratiquement pas un secteur d'activité socioéconomique n'a été épargné par ses critiques. En effet, beaucoup d'actions et de projets socioéconomiques l'attendent dans une wilaya où les espoirs de la population sont grands. Il a été aussi question de l'amélioration de la qualité du service public à travers une lutte sans concession pour éradiquer la bureaucratie. C'est, d'ailleurs, dans ce cadre qu'il a lancé une multitude d'opérations tendant à créer les facteurs nécessaires à des métamorphoses économiques et sociales en profondeur dans la wilaya.

Un programme a, d'ailleurs, été mis en application au lendemain de la rencontre qui a regroupé durant trois jours les membres du gouvernement avec les 48 walis du pays. A la date du 3 septembre 2015, le point de la mise en œuvre de ce programme fait déjà ressortir des avancées avec, entre autres, la réception des dossiers de candidature pour le financement des initiatives économiques des jeunes et des femmes et la création d'emplois. C'est aussi le cas pour l'attribution de terrains destinés à l'investissement productif qui sont désormais du ressort de la Direction locale de l'énergie et des mines, alors qu'initialement, il fallait passer par les lourdeurs du Calpiref. Connue pour ses potentialités importantes dans tous les secteurs d'activité, Annaba avec ses voies de communication multiples terre, air, mer, est à même de servir de facteur pour le développement de toute la région. Il faut préciser qu'en dépit des grands moyens financiers engagés par le Trésor public, le développement local n'a pas atteint le niveau souhaité.

Dans le milieu des représentants de la société civile, le temps était au désenchantement, au scepticisme, à l'individualisme et à l'appréhension. Chez les chefs d'entreprises, notamment celles privées, on a martelé l'impérative nécessité de mettre un terme aux lourdeurs bureaucratiques, principalement les grands retards dans le règlement des situations des projets pour espérer répondre aux réalités économiques. Mais Youcef Cherfa, en spécialiste de la planification, des statistiques et de

l'aménagement, paraissait tenir à sa «bonne gouvernance» et à la réussite de son programme de développement socioéconomique local dont il a parlé avec un réel optimisme. Notamment ce dernier jeudi où il s'est exprimé en l'absence des représentants de la presse, informés via des communiqués.

Or, c'est à partir de la réalité du terrain et des déclarations prises sur le vif que ces représentants sont à même de servir de trait d'union entre les cercles de décisions du programme à réaliser et du bénéfice que tout citoyen pourrait en tirer en ces temps difficiles de crise économique et financière.

A. Bouacha

## DÉCÈS

Le Conseil d'administratoion, la Direction Générale, le Comité de participation ainsi que l'ensemble du personnel de l'Entreprise de gestion touristique du Centre-EGTC, profondément affectés par le décès du frère de leur collègue

**MONSIEUR MOHAMED-AMEZIANE DERRICHE** directeur de l'hôtel Amraoua -Tizi-Ouzou, présentent à sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie en cette douloureuse circonstance. Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.